



Un an après le Grand Dialogue National le bilan de la mise en œuvre des mesures annoncées est faible. Pourtant, beaucoup d'espoirs avaient été placé dans cette rencontre en vue du retour de la paix et de la reconstruction dans les deux régions anglophones du Cameroun



Pour Serge Espoir Matomba, premier Secrétaire du Peuple uni pour la rénovation sociale, il en faut encore d'autres dialogues tant que dure la crise meurtrière dans les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest. Mais, précise le candidat à la présidentielle 2018, « **Les leaders de la crise doivent de leur côté s'assumer en présentant des garanties... L'extrémisme doit aussi céder la place à la concession, à la souplesse, à la franchise et à la sincérité...** »

Voici la tribune intégrale de Serge Espoir Matomba

Grand dialogue national, un anniversaire

Il y a un an, le Grand Dialogue National voyait le jour. L'initiative mise sur pied suite aux appels incessants de toutes les forces vives de la nation, se présentait alors comme la principale solution de résolution de la crise du NOSO. Le Président de la République consentait finalement à l'organiser.

Le rendez-vous avait réuni autour d'une même table une part importante de ce que le pays compte comme vitrine. Des personnes influentes et intelligentes au palais de Congrès de Yaoundé. Huit commissions avec pour objectif de proposer des solutions adaptées aux exigences de cette crise.

Sitôt mobilisateur, sitôt boudé par certains leaders du conflit qui justifiaient leur absence par des raisons liées à une défaillance dans le dispositif de sécurité réservée aux participants. A première vue, le projet semblait être animé de bonnes intentions et notre participation correspondait, de notre point de vue, à un gage de bonne foi dans la résolution de cette crise.

Les débats, contributions et autres échanges étaient riches en propositions. Néanmoins, le membre de la commission en charge des questions de l'éducation que je fus, n'hésita pas à partager ses propositions en tant que Premier Secrétaire du PURS avec celles des autres commissions, selon le cas. Pas mal de recommandations ont été extirpées des propositions riches, les unes après les autres. Nous faisons alors le vœu que celles qui n'avaient été retenues soient transformées en résolutions avec un calendrier pour leur implémentation future. Bien qu'insuffisante, un an plus tard la récolte ne peut être considérée comme étant mince. Une session extraordinaire du parlement a permis l'adoption et la promulgation d'une loi portant Code général des Collectivités territoriales décentralisées accordant un statut spécial aux régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; un plan de reconstruction des deux régions a lui aussi été adopté. De nombreux prisonniers ont été libérés, et la convocation des collègues électoraux en vue de l'élection des conseils régionaux occupe l'actualité politique du pays en ce moment.

Sur le terrain, la situation demeure critique et préoccupante. Le conflit persiste et perdure comme pour traduire l'insatisfaction et l'impatience des populations concernées. Notre avis est que le problème nécessite d'être bien posé pour être perçu avec humilité. Les opportunités de dialogue doivent se multiplier puisque quelle que soit la durée du conflit et quoi qu'il en soit la convocation d'une autre réunion de conciliation nationale se dégage.

Les leaders de la crise doivent de leur côté s'assumer en présentant des garanties de leur capacité à maîtriser leurs combattants sur le terrain et en faisant preuve d'une réelle volonté de sortir les populations de la spirale infernale dont elles sont otages.

L'extrémisme doit aussi céder la place à la concession, à la souplesse, à la franchise et à la sincérité si tant est vrai que c'est le bien des populations que l'on prétend rechercher. Le peuple n'a que trop souffert ! Surtout qu'une longue souffrance, n'acquitte rien